

Sur l'Ukraine ouvrons les yeux

Par Guy Mettan,

Journaliste, député à Genève. Ancien rédacteur en chef de la Tribune de Genève et directeur exécutif du Club suisse de la presse Genève, avril 2022*

Alors que les pourparlers semblent progresser et que s'esquissent les premiers contours d'une solution possible en Ukraine (neutralisation et démilitarisation partielle du pays, abandon du Donbass et de la Crimée), on commence à mieux cerner les tenants et aboutissants du conflit. Cela posé, il ne faut pas s'attendre à un cessez-le-feu rapide : les Américains et les Ukrainiens n'ont pas encore assez perdu, et les Russes pas encore assez gagné, pour que les hostilités s'arrêtent.

Mais avant d'aller plus loin, j'aimerais inviter ceux qui ne partagent pas ma vision réaliste des relations internationales à passer leur chemin. Ce qui va suivre ne va pas leur plaire et ils s'éviteront ainsi des aigreurs d'estomac et du temps perdu à me dénigrer.

J'estime en effet que la morale est très mauvaise conseillère en géopolitique mais qu'elle s'impose en matière humaine: le réalisme le plus intransigeant n'empêche en rien de s'activer, y compris en temps et en argent comme je le fais, pour soulager le sort des populations éprouvées par les combats. Les analyses des experts les plus qualifiés (je pense notamment aux Américains John Mearsheimer et Noam Chomsky), les enquêtes de journalistes d'investigation tels que Glenn Greenwald et Max Blumenthal, et les documents saisis par les Russes – l'interception de communications de l'armée ukrainienne le 22 janvier dernier et d'un plan d'attaque saisi dans un ordinateur abandonné par un officier britannique –

montrent que cette guerre était à la fois inévitable et très improvisée.

* Une guerre inévitable et improvisée

Inéluctable parce que depuis la déclaration de Zelenski sur la reprise de la Crimée par la force en avril 2021, Ukrainiens et Américains avaient décidé de la déclencher au plus tard au début de cette année. La concentration des troupes ukrainiennes dans le Donbass depuis l'été, les livraisons massives d'armes par l'OTAN pendant ces derniers mois, la formation au combat accélérée des régiments Azov et de l'armée, le pilonnage intensif de Donetsk et Lougansk par les Ukrainiens dès le 16 février (tout cela resté ignoré des médias Occidentaux bien sûr), prouvent qu'une opération militaire d'envergure était prévue par Kiev à la fin de cet hiver. L'objectif consistait à répliquer l'opération Tempête déclenchée par la Croatie contre la Krajina serbe en août 1995 et à s'emparer du Donbass au cours d'une offensive éclair sans laisser le temps aux Russes de réagir, de façon à prendre le contrôle de la totalité du territoire ukrainien et à rendre possible une adhésion rapide du pays à l'OTAN et à l'UE. Cela explique au passage pourquoi les Etats-Unis n'ont cessé d'annoncer une attaque russe depuis cet automne : ils savaient qu'une guerre aurait lieu, d'une façon ou d'une autre. Improvisée parce que la réaction russe s'est faite dans l'urgence. Constatant que les manœuvres diplomatiques de l'OTAN – non-réponse américaine à leurs propositions, rencontre Blinken-Lavrov à Genève en janvier, appels au calme de Zelenski et médiation Macron-Scholz en février – ne voulaient pas, ou ne pouvaient pas réussir, et servaient peut-être à les endormir, les Russes ont riposté d'une façon à la fois magistrale et très risquée. Ils ont décidé de prendre l'initiative d'attaquer en premier en une dizaine de jours (reconnaissance des républiques, accord de coopération puis opération militaire), afin de prendre de court les Ukrainiens.

Et plutôt que d'attaquer de front une armée bien équipée et

solidement fortifiée, ils ont décidé de la contourner par une vaste manœuvre d'encerclement/diversion, en se déployant sur trois fronts à la fois, au nord, au centre et au sud, de façon à détruire l'aviation et un maximum d'équipements dès les premières heures et à désorganiser la riposte ukrainienne. S'ils avaient laissé l'Ukraine attaquer d'abord, leur situation serait devenue critique et ils auraient été soit vaincus soit condamnés à une interminable guerre d'usure dans le Donbass. Rappelons que les effectifs russes sont dérisoires : 150 000 hommes contre 300 000 Ukrainiens avec la Garde nationale. Compte tenu des circonstances, et malgré les couacs et les pertes du début, l'opération russe aura été un succès et fera date dans l'histoire militaire, à défaut d'être un modèle sur le plan humain, bien évidemment. Cette étape étant achevée, les Russes peuvent désormais se concentrer sur leur objectif premier, à savoir la liquidation des poches de Kharkiv et de Marioupol tenues par les régiments néonazis d'Azov et la réduction du chaudron de Kramatorsk où le gros de l'armée ukrainienne se trouve retranchée. Après quoi, ils pourront décider s'ils veulent lancer leurs chars à travers la plaine ukrainienne jusqu'à Lviv ou s'arrêter là. Voilà pour le volet militaire.

*Gagnants et perdants

Voyons maintenant le volet politique.

Qui sont les vrais gagnants et perdants de cette guerre ? Je vois un vrai gagnant, des gagnants moindres et beaucoup de perdants. Le plus grand gagnant est sans conteste les Etats-Unis. Il faut reconnaître que l'équipe Biden, malgré la sénilité de son président, a manœuvré de main de maître. En se dégageant de l'Afghanistan en août dernier, elle s'est blanchie aux yeux de l'opinion et a empêché qu'on lui reproche l'invasion et l'occupation désastreuse de ce pauvre pays. En montant un scénario que le brillant comédien Zelenski a admirablement interprété, ils apparaissent aux yeux de l'opinion occidentale comme de preux chevaliers blancs alors qu'ils

ont tout manigancé. Ils ont resserré les rangs de l'OTAN et transformé les Européens en idiots utiles empressés de défendre les-démocraties-menacées-par l'odieux-boucher-dictateur-Poutine. Ils les ont forcés à acheter leur gaz de schiste tandis que la gauche et les Verts allemands se hâtaient de mobiliser des crédits militaires de 100 milliards d'euros pour acheter leurs F-35. Bingo ! Seule ombre au tableau : le plan ne ne s'est pas déroulé comme prévu. Les Russes ne sont pas tombés dans le piège. L'Ukraine sera démembrée, neutralisée et n'entrera pas dans l'OTAN comme espéré.

Les autres gagnants sont la Chine, l'Inde et les pays du Sud, qui regardent avec gourmandise les Occidentaux, et notamment les Européens, s'écharper entre eux et s'affaiblir pour longtemps.

De façon inespérée, ils retrouvent la position commode de la neutralité ou du non-alignement. Les Chinois auraient préféré un accord à l'amiable mais ils n'avaient pas le choix : ils savent que s'ils lâchent la Russie, ils seront les prochains sur la liste comme en témoigne le déluge de sinophobie déversé par l'Occident sous le prétexte de défendre les droits des Ouïghours (alors que les droits des Yéménites bombardés sans pitié depuis six ans indifférent complètement les Occidentaux).

Le grand perdant sera naturellement l'Ukraine, dépecée, mutilée, démembrée, ravagée, massacrée pour rien puisqu'au final elle perdra bien davantage que ce à quoi les accords de Minsk l'auraient contrainte si elle les avait appliqués au lieu de les mépriser. Le président Zelenski portera à cet égard une lourde responsabilité au regard de l'histoire puisqu'il aura préféré la ruine de son pays plutôt qu'un compromis quand il était encore temps.

Les autres grands perdants sont les Européens.

Dans l'immédiat certes, ils peuvent se gargariser de leur unité retrouvée, de leur réarmement accéléré, de leur farouche volonté de défendre la démocratie et la liberté jusqu'au dernier Ukrainien, de leur générosité à l'égard des réfugiés, de leur future indépendance énergétique vis-à-vis de la Russie, etc. Tout cela est juste et vrai, en effet.

Mais demain, le prix à payer sera extrêmement lourd.

Leur comportement montre qu'ils ne pèsent absolument plus rien face aux Américains, dont ils sont devenus de purs vassaux. La décision d'Ursula von der Leyen, la semaine dernière, de transférer les données personnelles des citoyens européens aux Américains montre l'ampleur de la soumission européenne.

Idem pour l'économie : quel sens y a-t-il à se libérer de la dépendance énergétique russe pour tomber dans celle des Américains avec des prix du gaz quatre ou cinq fois plus élevés ? Que dira l'industrie allemande quand il faudra payer la facture ? D'autant plus qu'il n'y a ni méthaniers, ni ports, ni usines de déliquéfaction du gaz, ni pipelines en suffisance en Europe. Comment livrera-t-on le gaz de schiste américain aux Slovaques, aux Roumains, aux Hongrois ? A dos d'âne ?

Que diront les Verts allemands quand il leur faudra accepter la construction de nouvelles centrales nucléaires pour satisfaire la demande d'électricité ? La jeunesse et les écologistes européens quand ils découvriront qu'ils ont été bernés et que la lutte contre le réchauffement climatique a été sacrifiée au nom de sordides intérêts géopolitiques ?

Les Français, quand ils verront leur pays déclassé non seulement sur le plan mondial mais aussi sur le plan européen après avoir assisté au réarmement de l'Allemagne et à l'achat massif d'armes américaines par les Polonais, Baltes, Scandinaves, Italiens, Allemands ?

Les opinions publiques européennes quand il faudra entretenir des millions de réfugiés ukrainiens après leur avoir offert des abonnements de train gratuits ? Et que va gagner l'Europe quand elle

se retrouvera coupée en deux par des haines profondes et un nouveau rideau de fer qui se sera simplement déplacé un peu plus à l'est que celui de la guerre froide ? Et que fera-t-elle quand elle constatera que, loin d'avoir isolé la Russie, c'est elle-même qui se trouvera coupée du reste du monde ? Quand on regarde de près le vote des résolutions de l'ONU, on constate en effet que la quarantaine de pays qui se sont abstenus ou n'ont pas pris part au vote représentent une majorité de la population mondiale et 40 % de son économie. Loin de fondre, le soutien à la Russie s'est même amélioré entre le vote du 2 mars et celui du 25 mars. Quant aux pays qui ont refusé de prendre des sanctions contre la Russie, on constate qu'une immense majorité s'est abstenue et que seuls les pays occidentaux les ont adoptées...

Autre grand perdant : la Suisse.

L'officialité suisse se flatte d'avoir suivi avec une célérité historique les sanctions réclamées par les Etats-Unis et l'Union européenne. Les plus pressés réclament déjà une adhésion rapide à l'UE et à l'OTAN. Fort bien. Mais après avoir succombé dans les affaires des fonds juifs et du secret bancaire, cela fait la troisième fois en vingt ans que le Conseil fédéral se soumet aux diktats américains : que reste-t-il de notre droit et de notre souveraineté ? Plus grave, nous avons capitulé en rase campagne en abandonnant notre neutralité alors que personne ne nous le demandait. Après avoir tenu bon pendant deux siècles, voici que nous nous soumettons sans combattre en moins de cinq jours !

Cet abandon est grave non seulement pour l'identité du pays mais aussi pour sa crédibilité.

Que des conseillers fédéraux se prosternent devant Zelenski sur la Place fédérale et arborent des foulards aux couleurs ukrainiennes, passe encore. C'est du folklore politique.

Mais le sacrifice de la neutralité porte une grave atteinte au pays car, en nous calquant sur les Occidentaux, nous avons perdu notre crédit auprès du reste du monde. Que penser de la fiabilité de nos

banques quand elles bloquent des comptes sur simple injonction américaine ? Que vont devenir la Genève internationale et notre politique étrangère, désormais boycottées par la Russie et probablement nombre d'autres pays, si nous ne sommes plus capables de l'articuler par nous-même sans en référer à Bruxelles et à Washington ? Comment Genève peut-elle prétendre rester la capitale du multilatéralisme quand le CERN et l'OIT suspendent la participation de la Russie et que la Suisse, dans le sillage européen, boycotte les discours de Lavrov au Conseil des droits de l'Homme ? Cet abandon signe le naufrage du multilatéralisme inclusif que la Suisse et Genève prétendaient défendre et s'avère gravissime pour notre politique humanitaire et les Conventions de Genève, comme en témoigne le communiqué alarmant du CICR du mardi 29 mars. En nous alignant sans condition derrière l'Ukraine et l'Europe, c'est la neutralité et l'impartialité du CICR que nous avons mis en danger. L'une et l'autre sont indissociables aux yeux du monde. Et c'est pourquoi le CICR a dû réagir avec vigueur face aux tentatives ukrainiennes de saboter son action en l'accusant de traiter avec les Russes, alors que la neutralité est au cœur même de sa mission. Comment faire confiance à une institution dont le pays hôte a trahi l'esprit, et même la lettre, d'une neutralité pourtant inscrite dans sa constitution, pour complaire à des dirigeants politiques occidentaux et à une opinion publique chauffée à blanc par la propagande antirusse ? Le silence des autorités genevoises et des partis politiques coûtera cher, d'autant plus que la Suisse se couvre de ridicule *en laissant l'initiative des bons offices à des pays comme Israël, la Turquie ou le Bélarus !

Reste enfin la Russie. Gagnante ou perdante ?

Les deux en fait.

D'un côté, la Russie sera probablement gagnante sur le plan militaire et stratégique. A l'issue des combats, la Russie pourrait bien obtenir la neutralisation de l'Ukraine, sa démilitarisation partielle (absence de bases militaires étrangères et d'armes nucléaires) ainsi qu'une possible partition du pays. Elle aura mis KO debout les fanatiques de

l'hégémonie américaine qui hantent les bureaux de Washington et de Bruxelles. Elle aura prouvé qu'elle ne transigeait pas avec sa sécurité et celle de ses alliés. Et elle aura montré au monde qu'elle faisait ce qu'elle disait et disait ce qu'elle faisait puisqu'elle avait clairement indiqué ses lignes rouges trois mois avant le conflit. Et cela sans que son économie et sa monnaie flanchent, comme l'espéraient les Occidentaux. Contrairement à ce que ceux-ci pensent, les sanctions économiques, aussi sévères soient-elles, ne feront que renforcer Poutine, ainsi que le montrent les derniers sondages de l'institut neutre Levada, qui confirment le soutien d'une large majorité de la population à « l'opération spéciale ». Aucune sanction n'a jamais réussi à renverser un gouvernement, que ce soit à Cuba, en Iran ou en Corée du nord. Mais Moscou devra porter le stigmate du fauteur de guerre, de l'agresseur, même si en termes juridiques sa cause n'est pas moins mauvaise que le furent l'invasion de l'Irak en 2003 et l'agression de l'OTAN contre la Serbie en 1999 avec la partition du Kosovo qui s'en est suivie quelques années plus tard.

Le prix humain, culturel, économique et politique à payer sera élevé. Les tensions engendrées par le conflit ne vont pas disparaître par enchantement et les Russes vont devoir supporter longtemps les conséquences de cette guerre.

Cyberguerre et stratcom

Nous concluons ce tour d'horizon avec un mot sur l'incroyable succès de la campagne de propagande ukrainienne en Occident.

Cette guerre aura été l'occasion de vivre en direct la première opération de cyberguerre totale. Si la liberté de la presse souffre en Russie, cela ne vaut guère mieux chez nous, qui avons banni les médias russes alors que nous prétendons défendre la liberté de la presse et qui proscrivons les points de vue divergents ! En quelques jours, on a assisté à une zélenskisation des esprits, chacun rivalisant

de servilité pour écouter le Grand Héros et exécuter ses vœux, *le président Macron arborant même une barbe de trois jours et un T-shirt olive pour souligner son adhésion à la cause,* tandis que les médias renonçaient à la déontologie journalistique pour embrasser la cause de l'Ukraine. Un tel effondrement de la raison en si peu de temps est inouï.

Inouï mais pas inexplicable. Dan Cohen, correspondant de Behind the News, a démonté les mécanismes sophistiqués de la propagande ukrainienne et les raisons de son succès colossal dans nos pays. Un commandant de l'OTAN a décrit cette campagne dans le Washington Post comme « une formidable opération de stratcom (de communication stratégique) mobilisant médias, Info Ops et Psy Ops ». En gros, il s'agissait de mobiliser les médias et d'hypnotiser le public par un jet continu de vraies nouvelles, de fake news, d'images et de narratifs propres à sidérer les gens afin de garder un haut niveau émotionnel et d'oblitérer la capacité de jugement du public. C'est ainsi qu'on a eu droit à un déferlement d'images spectaculaires et d'informations souvent fausses : la mort prétendue des soldats de l'île aux serpents, le fantôme de Kiev qui aurait abattu six avions russes à lui seul, les menaces sur la centrale de Tchernobyl, le faux bombardement de la centrale de Zaporojie, ou encore les cas de la maternité et du théâtre de Marioupol dont on n'a jamais vu les victimes, à part deux femmes dont l'une au moins a été reconnue vivante. De même qu'on a assisté au blanchiment accéléré des bataillons Azov, reconvertis en soldats patriotes après avoir effacé leurs écussons néonazis, et à la négation de l'existence des laboratoires bactériologiques américains en Ukraine alors que celle-ci a explicitement été reconnue par Victoria Nuland lors d'une audition au Sénat le 8 mars dernier. Il est vrai qu'un wording a immédiatement été mis en place pour les nier. Dès le lendemain, on a commencé à parler de « structures de recherche biologique » et à alerter l'opinion sur de prétendues attaques chimiques russes pour étouffer le problème des laboratoires bactériologiques secrets (Cf.BFM TV).

Il apparaît que la communication ukrainienne emploie, sous l'égide du groupe PR Network, pas moins de 150 firmes de relations publiques, des milliers d'experts, des dizaines d'agences de presse, de médias prestigieux, de chaînes Telegram et de médias d'opposition russes pour délivrer ses messages et formater l'opinion occidentale. On se moque des Russes qui ont interdit d'utiliser le mot guerre pour celui « d'opération spéciale ». Mais les médias occidentaux ne font pas mieux, eux qui sont alimentés en permanence de messages-clés et d'éléments de langage, prohibant par exemple l'usage d'expressions telles que « référendum de Crimée » ou « guerre civile du Donbass ». On trouvera tous les détails sur Dan Cohen, Ukraine's Propaganda War

Cette brillante réussite en Occident cache pourtant un échec patent en Amérique latine, en Afrique et en Asie, soit dans 75% du monde habité. Les pays du sud ne sont plus dupes de nos mensonges et de nos intérêts. Et l'étoile de Zelenski commence à pâlir. Sa pitoyable prestation à la Knesset, où il a commis l'erreur de comparer l'offensive russe à la « solution finale » alors que ce sont les Russes qui ont libéré Auschwitz et fait reculer Hitler et que ce sont les ancêtres de ses alliés de l'extrême-droite nationaliste ukrainienne qui ont participé à la Shoah par balles, aura été la goutte de trop.

Au risque de me répéter, je conclurai ce long article en disant : on peut, on doit même, condamner cette guerre. Mais de grâce cessons de nous aveugler. Retrouvons notre esprit critique et notre sens des réalités. C'est ainsi que nous pourrons rebâtir une paix durable sur le champ de ruines qu'est devenue l'Ukraine